

# Avant-propos de la Directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala

---

Alors même que le commerce est indispensable aux efforts d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques, il a trop souvent été négligé dans la réponse mondiale à la crise climatique. Voilà qui devrait changer à la COP28 placée sous la présidence des Émirats arabes unis qui mettra le commerce au premier plan de l'ordre du jour.

Le moment ne pourrait être mieux choisi. D'après le «bilan mondial» officiel des Nations Unies dévoilé avant la COP28, les engagements nationaux visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre restent bien en deçà de ce qui est nécessaire pour éviter les effets les plus néfastes des changements climatiques comme convenu dans l'Accord de Paris de 2015. Or dans le même temps, les investissements qui sont indispensables pour financer la transition vers une économie sobre en carbone dans les années et les décennies à venir, et qui se chiffrent en milliers de milliards de dollars, doivent actuellement faire face à des coûts d'emprunts nettement plus élevés en raison de la hausse des taux d'intérêts mondiaux.

Dans ce contexte, le commerce est un outil qui permet d'amplifier les réductions d'émissions pour chaque dollar dépensé.

Dans le droit fil du mandat énoncé dans les accords fondateurs de l'OMC qui prône un commerce apte à promouvoir le développement durable, le Secrétariat de l'OMC a élaboré un catalogue en 10 volets d'«outils de politique commerciale à l'appui de l'action climatique», en vue d'accentuer le coup de projecteur placé par la COP28 sur le commerce en tant que levier des efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

S'appuyant sur les travaux de recherche du Secrétariat, ce catalogue indique de quelles manières le commerce et la politique commerciale peuvent contribuer à accélérer et à amplifier les effets de l'action climatique au bénéfice des générations actuelles et futures.

Les dernières éditions du Rapport sur le commerce mondial, une de nos publications phares, contiennent de précieuses indications sur les fondements économiques de la relation entre les changements climatiques et le commerce international. D'après le rapport de 2022, le commerce peut, dans certaines circonstances, provoquer une hausse des émissions de gaz à effet de serre du fait de la croissance de la production économique et des transports, mais il constitue également pour les économies un formidable moyen d'accéder aux marchandises et aux services indispensables à une transition sobre en carbone, de créer les opportunités d'emploi nécessaires pour que la transition soit juste et équitable, et d'aider les économies à se remettre de chocs comme les sécheresses, les inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Dans son analyse de la chute des prix qui a rendu l'énergie solaire meilleur marché que l'énergie fossile dans bien des endroits, le rapport 2022 appelle l'attention sur



des travaux de recherche montrant que 40% de la forte baisse des coûts enregistrée récemment résulte d'économies d'échelles en partie réalisées grâce au commerce international et aux chaînes de valeur transfrontières. La conclusion est claire: sans chaînes d'approvisionnement intégrées au niveau mondial, réaliser l'objectif de zéro émission nette d'ici au milieu du siècle coûterait beaucoup plus cher.

Le Rapport sur le commerce mondial 2023 s'est penché sur des travaux de recherche qui montrent comment le commerce est un puissant catalyseur de l'action en faveur de l'environnement. Par exemple, lorsque les économies agissent de concert pour fixer correctement le prix de l'utilisation de l'eau ou des émissions de gaz à effet de serre, le commerce amplifie les gains environnementaux: de la même façon que les économies peuvent obtenir des gains économiques en se spécialisant dans des domaines où elles sont relativement performantes, le monde peut obtenir des gains environnementaux si les économies se spécialisent dans des activités dans lesquelles elles ont un bon bilan écologique.

Dans la présente publication, le Secrétariat de l'OMC examine 10 outils de politique commerciale pouvant accélérer la réalisation d'objectifs climatiques. Chaque élément pourrait être intégré dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'adaptation (PNA) par les économies qui cherchent à élever le niveau d'ambition de leurs stratégies climatiques.

Au vu de l'intensité des discussions sur le commerce et les changements climatiques qui ont lieu dans divers comités de l'OMC ainsi que du nombre croissant des notifications formelles de mesures commerciales liées au climat, deux conclusions s'imposent. Premièrement, il est impératif de poursuivre le dialogue et la coopération pour que politiques commerciales et politiques climatiques se renforcent mutuellement au lieu de devenir une source potentielle de dommages collatéraux les unes pour les autres. Deuxièmement, un grand nombre de Membres ont de plus en plus recours à des mesures liées au commerce pour atteindre leurs objectifs climatiques.

Une transition juste vers une économie mondiale résiliente et sobre en carbone est indispensable pour améliorer la vie et les moyens d'existence des populations du monde entier. Ce catalogue d'outils concernent des questions au cœur du processus d'une transition verte axée sur l'humain: la baisse du coût de l'énergie propre, la décarbonation des chaînes d'approvisionnement, l'harmonisation des normes et réglementations, la réorientation des subventions et la création de nouveaux débouchés commerciaux dans l'économie sobre en carbone émergente. J'ai hâte que les idées qu'il développe soient partagées – et, je l'espère, mises en œuvre – le plus largement possible.



**Dre Ngozi Okonjo-Iweala**

Directrice générale